

# La guerre entre l'Inde et le Pakistan aura-t-elle lieu ?



Emmanuel Derville  
NEW DEHLI

Les échanges de tirs se multiplient à la frontière entre les deux pays. Le gouvernement pakistanais a menacé de recourir à l'arme atomique si l'armée indienne pénètre sur son territoire.

**INDE-PAKISTAN** L'histoire avait pourtant si bien commencé. Le 11 mai 2013, Nawaz Sharif s'apprête à devenir premier ministre du Pakistan. Son parti, la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N), est sur le point de remporter les législatives. Ses premiers mots à la presse étrangère, Nawaz Sharif les réserve à une chaîne indienne qu'il reçoit chez lui à Lahore. Le futur premier ministre est déterminé à relancer le processus de paix avec l'Inde qu'il avait lui-même amorcé en 1999 lors de son mandat précédent : « Nous devons reprendre le dialogue qui avait été interrompu. 1999 fut un tournant historique (...) que nous devons concrétiser », lance-t-il d'un ton chaleureux.

Un an plus tard, en Inde, le parti nationaliste hindou, le BJP, remporte la majorité à la Chambre basse. Narendra Modi succède à Manmohan Singh au poste de premier ministre. Lui aussi veut donner une chance à la paix. Le 25 décembre 2015, il se rend à Lahore où Nawaz Sharif l'accueille dans sa résidence privée. Neuf mois plus tard, l'espoir de paix a cédé la place à un climat de guerre froide. Le ministre pakistanais de la Défense, Khawaja Asif, a menacé l'Inde d'une guerre atomique le 27 septembre. « Nous n'avons pas construit notre arsenal nucléaire pour la parade,

mais pour l'utiliser. (...) Si l'armée indienne pose le pied sur notre sol, nous ripostons avec tout ce que nous avons », a-t-il martelé à la télévision pakistanaise.

## POURQUOI LE DIALOGUE A-T-IL ÉCHOUÉ ?

Le processus de paix bute sur le Cachemire. Ce territoire trois fois plus petit que la France est coupé en deux depuis la partition du sous-continent en 1947. Au nord, les régions du Gilgit, du Baltistan et une partie de la vallée du Cachemire sont administrées par le Pakistan. Au sud, la zone méridionale de la vallée ainsi que le Jammu et le Ladakh, sont contrôlés par l'Union indienne. L'Inde et le Pakistan se sont battus quatre fois au Cachemire, durant les guerres de 1947, 1965, 1971 et 1999. La zone est d'une importance vitale. L'Indus et tous les fleuves qui irriguent la plaine du Pendjab passent par là. Contrôler le Cachemire, c'est contrôler l'eau.

L'alternance politique de 2013 et 2014 offre l'occasion de dépasser ces querelles. Mais à peine relancé, le dialogue se fissure. Le 2 janvier, six terroristes pénètrent sur une base indienne à Pathankot, à 34 km de la frontière. L'assaut fait sept morts parmi les soldats, et le gouvernement indien accuse le Jaish-e-Mohammed (JeM), une organisation djihadiste installée à Bahawalpur, au Pakistan, d'être responsable. Malgré tout, New Delhi et Islamabad maintiennent le dialogue. Le gouvernement de Nawaz Sharif aide les enquêteurs en révélant publiquement qu'un téléphone utilisé par les

terroristes appartenait à un membre du JeM résidant à Bahawalpur.

Le 19 septembre, l'histoire se répète, cette fois à Uri, au Cachemire indien. Un commando de quatre terroristes infiltre une caserne, tuant dix-neuf soldats. Une fois encore, le Jaish-e-Mohammed est pointé du doigt. Furieux, les médias indiens et l'opinion publique exigent des représailles contre le Pakistan pour le contraindre à démanteler ses organisations terroristes.

## POURQUOI LE PAKISTAN APPUIE-T-IL LES DJIHADISTES ANTI-INDIENS ?

Le soutien apporté aux groupes islamiques armés provient notamment de l'ISI, l'agence de renseignement militaire, qui poursuit deux objectifs. D'abord, il s'agit d'épauler l'insurrection islamiste cachemirienne pour faire plier l'Inde dans une guerre d'usure. Ensuite, les généraux pakistanais se réjouissent de voir quelque 600 000 soldats et paramilitaires indiens cloués dans la région, autant d'effectifs impossibles à mobiliser en cas de guerre. L'alliance avec les djihadistes pakistanais sur le conflit du Cachemire remonte à 1989. Après avoir financé le Harkat ul-Ansar à hauteur de 60 000 dollars par mois, l'ISI s'est tourné vers deux mouvements plus dociles : le Jaish-e-Mohammed et le Lashkar-e-Taiba (LeT), subventionnant leurs activités et formant leurs militants au combat.

Les militaires sont d'autant moins enclins à rompre avec leurs partenaires que la répression indienne au Cachemire choque l'opinion publique pakistanaise. Depuis le 8 juillet et la mort de Burhan Wani, un combattant cachemirien, figure de proue de l'insurrection islamiste locale, la vallée du Cachemire est le théâtre d'un soulèvement. Une partie de la population ne supporte plus les abus de pouvoir des forces de sécurité, en particulier le recours à la torture contre les personnes suspectées de terrorisme. Les manifestants caillaient l'armée, les paramilitaires, la police, les commissariats. En face, les forces de l'ordre ripostent en tirant des billes de plomb. Trois mois et 90 morts plus tard, des centaines de personnes, touchées aux yeux, sont devenues borgnes ou aveugles.

## L'INDE PEUT-ELLE DÉTRUIRE LA MOUVANCE DJIHADISTE ?

Ce n'est pas la première fois que l'Inde est la cible d'attentats spectaculaires. En 2001, le JeM avait tenté de prendre d'assaut le Parlement à New Delhi. Le gouvernement envisagea alors une riposte militaire sur le sol pakistanais, mais la mobilisation des troupes, trop lente, laissa le temps à l'armée pakistanaise de se préparer. Des stratèges et des officiers indiens ont donc échafaudé un plan d'invasion éclair. Des unités interarmes auraient pour mission de conquérir des poches de territoires à moins de 100 km de la frontière. Ces zones occupées serviraient de monnaie

